

Mme Michelle GILLY
Présidente par intérim
SCOT de l'Ardèche méridionale
8, rue du Puits
07110 VINEZAC

Vals-les-Bains, le 30 octobre 2020

Objet : Avis sur le projet de SCOT arrêté de l'Ardèche méridionale

Madame la Présidente,

Vous avez bien voulu nous consulter pour avis sur le projet de SCOT en notre qualité de Personne Consultée à sa Demande et nous vous en remercions.

La Fédération de pêche de l'Ardèche représente 21 000 pêcheurs adhérents, pour un poids économique de 19 000 000 € évalué en 2013. En tant qu'association agréée pour la protection de l'environnement, chargée, de par la loi, de missions d'intérêt général et ayant le caractère d'établissement d'utilité publique, la Fédération siège dans différentes commissions départementales dont la CDPENAF.

Durant la phase d'élaboration du SCOT, la Fédération de Pêche a été représentée quasiment lors de toutes les réunions, en fonction des disponibilités de chacun. Certaines des propositions formulées ont été entendues et ont permis d'amender les différents documents qui composent le SCOT. Néanmoins, nous regrettons que certaines nuances ou remarques n'aient pas été prises en compte.

D'autant plus qu'à plusieurs reprises, a été exprimé le souhait de faire une réunion spécifique sur l'eau (biodiversité, ressource) par les associations agréées pour la protection de l'environnement, afin de compléter les informations transmises par l'équipe du SAGE Ardèche. En terme de concertation, nous regrettons que cette demande n'ait pu aboutir.

Si la Fédération de Pêche de l'Ardèche salue le travail qui a été réalisé, elle regrette le manque d'ambition générale du document, pour aller vers un territoire moins tourné vers le tourisme et d'avantage sur la qualité de vie des habitants. En effet, les ambitions affichées sont rapidement ternies par le nombre de dérogations possibles qui font perdre du sens aux documents : cela est valable pour la préservation de la Trame Verte et Bleue mais également pour la consommation des espaces naturels et agricoles (énergies renouvelables, ZAE, campings, parcs aquatiques...).

Vous trouverez dans les lignes qui suivent les principales remarques dans les contenus des documents qui composent le SCOT, que nous souhaitons porter à votre connaissance.

En vous souhaitant bonne réception de la présente, je vous prie d'agréer, Madame la Présidente, l'expression de mes meilleures salutations.

Marc DOAT,
Le Président,
Marc Doat.
Président
Fédération Départementale de Pêche
ARDÈCHE
16 avenue Paul Ribeyre, Villa la Favorite
07600 Vals les Bains
Tél. 04 75 37 09 68
accueil.federation@peche-ardeche.com

Fédération Départementale des Associations Agréées pour la Pêche et la Protection du Milieu Aquatique

La Favorite, 16 avenue Paul Ribeyre – 07600 Vals-Les-Bains
Tél : 04.75.37.09.68 - E-mail : accueil.federation@peche-ardeche.com
Site Internet : www.peche-ardeche.com

1. Rapport de présentation

Nous ne revenons que succinctement sur le diagnostic et notamment l'évaluation environnementale, qui n'ont pas de valeur réglementaire.

Néanmoins une lacune qu'il nous semble important de relever : les zones humides retenues comme zones humides majeures sont issues de l'identification réalisées dans le cadre du SAGE Ardèche. Néanmoins hors périmètre du SAGE et notamment sur le secteur Montagne ardéchoise, ne figurent pas les zones humides qui sont pourtant d'une importance capitale puisqu'elles représentent le « château d'eau » du piémont et des cours d'eau situés en aval. L'inventaire départemental des zones humides est une source d'information non négligeable à prendre en compte.

P51 : la carte des potentiels de mobilisation de la ressource en eau **pour l'irrigation** est surprenante en ce qu'elle identifie les ressources majeures à préserver pour l'alimentation en **eau potable** identifiée dans le cadre d'une étude portée par le SAGE¹ Ardèche.

P154 : l'étude susmentionnée est finalisée depuis octobre 2016, les secteurs prioritaires ont donc été définis ainsi que des zones de protection.

2. PADD

Le chapitre I.3.2 Stimuler la vie culturelle, associative et sportive précise « *Pour satisfaire les attentes de la population actuelle et future [...] leur maillage est amélioré selon les principes suivants :*

- *Renforcer Aubenas comme pôle culturel et sportif majeur, [...], le confortement du site d'entraînement de canoë-kayak de Dugradus, [...]* ». La Fédération de Pêche tient à rappeler que le seuil de Dugradus est actuellement considéré comme un obstacle à l'écoulement et qu'à ce titre il doit être mis en conformité avec l'article L214-17 du code de l'environnement puisqu'il est en liste 2, d'ici 2023.

► Favoriser une agriculture durable (p23)

« - *Rechercher, dans une logique d'adaptation au changement climatique et sur les cours d'eau non soutenus (hors Chassezac et Ardèche), des solutions de stockage de l'eau superficielle ;* ». Nous développons notre avis sur ce point dans les remarques relatives au DOO.

► Qualifier et maîtriser l'offre d'hébergement en hôtellerie de plein air (p30)

Quelles sont les raisons qui expliquent que le seuil de la capacité d'accueil en hôtellerie de plein air dans les CdC pour la stabilisation est-il passé de 1000 emplacements (version PADD du 28/06/2018) à

¹ Etude d'identification et préservation des ressources souterraines stratégiques pour l'alimentation en eau potable du bassin versant de l'Ardèche (2016)

L'orientation 75⁵ (p85) doit être plus ambitieuse en terme de limitation de la création ou extension des parcs aquatiques. Vu le contexte climatique et la priorité qui doit être donnée à l'AEP, à la préservation des milieux aquatiques et à l'agriculture qui permet de nourrir la population locale, il n'est plus possible de permettre le développement de ce type de structures.

Concernant la maîtrise des impacts du développement sur la qualité de la ressource en eau (p92), il est surprenant de constater que le niveau d'exigences sur la prise en compte de la biodiversité n'est pas le même que l'on soit dans le périmètre du SAGE Haut-Allier que celui du SAGE Ardèche⁶... pourtant des enjeux biodiversité existent également : écrevisses à pattes blanches, migrateurs amphihalins (aloses, anguilles), apron,...

Concernant la recommandation 21⁷ (p93) sur les stockages d'eau et les retenues collinaires, nous renouvelons notre demande de voir cette formulation revue au regard des impacts sur les milieux et la ressource en eau de ce type d'ouvrages, comme nous avons tenté de l'expliquer en séance. Contrairement à ce que vous semblez croire, la Fédération de Pêche est bien informée des études en cours sur l'impact cumulé des retenues collinaires qui se déroulent sur les bassins versants du Doux et de la Cance (nord Ardèche) puisque nous faisons partis des comités techniques et comités de pilotage de ces études. En outre, nous travaillons depuis de nombreuses années sur ce sujet, en concertation avec la Chambre d'Agriculture et plus récemment avec les services de l'Etat (DDT) notamment à travers la participation à l'élaboration du « Protocole d'accompagnement pour les projets de retenues agricoles ». Pour ces raisons et pour l'expertise que nous possédons sur les milieux aquatiques, il semble relativement injustifié que nous ayons été qualifiés de « dogmatiques » lorsque que nous avons exprimé un avis divergent sur ce sujet.

Pour revenir sur le « mirage » des retenues collinaires, nous invitons les élus à lire l'avis du conseil scientifique du comité de bassin Rhône Méditerranée : « *Avis et recommandations sur l'intérêt économique à moyen et long terme de la substitution des prélèvements par stockage ou par transfert d'eau* » de mars 2020. Sur l'exemple espagnol, qui nous a été présenté lors de de l'échange sur ce sujet, voici ce qu'en dit le comité scientifique [extrait] : « *Le risque majeur que court ce « modèle » espagnol est celui de la raréfaction de la ressource. Une faible disponibilité des ressources en eau, induisant, de manière récurrente, un remplissage insuffisant des retenues le conduirait à une crise*

⁵ La création et l'extension des parcs aquatiques (voir définition page 5) sont encadrés de manière prioritaire dans les secteurs en déséquilibre. Les documents d'urbanisme locaux définissent les conditions visant à la limitation du prélèvement en eau, à l'implantation raisonnée des parcs aquatiques, à la mutualisation des équipements et à la compensation par la mise en place de dispositifs de récupération des eaux pour des usages appropriés et dimensionnés du volume en fonction de la superficie des bassins concernés.

⁶ Objectif 44 : Les efforts doivent être conduits de manière prioritaire sur les secteurs suivants : [...]

▪ Les sites à enjeu biodiversité « remarquable » (moule perlière, écrevisses à pattes blanches, saumon...) pour le SAGE Haut Allier ;

⁷ Pour l'irrigation agricole et les usages non destinés à l'alimentation en eau potable, les documents d'urbanisme locaux encouragent l'aménagement d'infrastructures de stockage d'eaux ainsi que de retenues collinaires conformément à l'orientation 19 du chapitre agricole et dans le respect de la Trame Verte et Bleue.

Fédération Départementale des Associations Agréées pour la Pêche et la Protection du Milieu Aquatique,

La Favorite, 16 avenue Paul Ribeyre – 07600 Vals-Les-Bains
Tél : 04.75.37.09.68 - E-mail : accueil.federation@peche-ardeche.com
Site Internet : www.peche-ardeche.com

grave. Le changement climatique, dans ses effets déjà constatés actuellement ou prévus à moyen terme, atteste que ce risque est réel. »

L'orientation 84 concerne la Trame Bleue. Une précision a été apportée concernant les espaces de mobilités ou, à défaut, *un espace tampon de 10m de chaque côté des berges hors espaces artificialisés, pour tous les autres cours d'eau des trois bassins versants* ; cette dernière partie (soulignée par nos soins) ne permet pas au lecteur de comprendre de quels bassins versants il s'agit et n'apporte donc pas une plus-value essentielle. Il conviendrait de finir la phrase après « *tous les autres cours d'eau.* »

« *Seules sont autorisées les évolutions sur bâti existant (annexe ou extension) dans l'espace tampon de 10 m de part et d'autre de chaque cours d'eau hors espace artificialisé.* » Nous rappelons que les espaces de bon fonctionnement des cours d'eau sont à préserver pour de nombreuses raisons dont l'expansion des crues et la mobilité du cours d'eau pour sa recharge sédimentaire.

L'orientation 85 concerne les zones humides. Les prescriptions sont très intéressantes. Toutefois, la modification⁸ apportée par rapport à la version du 22/10/19 ne nous satisfait pas. En effet, les enjeux ne sont pas qu'hydrologiques y compris dans les espaces de fonctionnalités des ZH : nous proposons de rajouter « dans le respect de la loi sur l'eau et des espèces protégées ».

Enfin, si l'on se réfère au SDAGE 2016-2022, plusieurs dispositions ne sont pas intégrées ou insuffisamment développées pour l'instant dans les documents soumis :

Disposition 6A-02 Préserver et restaurer les espaces de bon fonctionnement des milieux aquatiques
« Les SCoT intègrent les enjeux spécifiques des espaces de bon fonctionnement dans le diagnostic prévu à l'article L. 141-3 du code de l'urbanisme. Ils prévoient les mesures permettant de les protéger sur le long terme dans leur projet d'aménagement et de développement durable des territoires et leur document d'orientation et d'objectifs, en application des articles L. 141-4 et L. 141-5 du code de l'urbanisme. » « Les SCoT et PLU établissent des règles d'occupation du sol et intègrent les éventuelles servitudes d'utilité publique qui doivent permettre de préserver les espaces de bon fonctionnement durablement ou de les reconquérir même progressivement. L'évaluation environnementale des documents d'urbanisme tient compte de leurs impacts sur le fonctionnement et l'intégrité de ces espaces. »

⁸ Au sein des espaces de fonctionnalité de la zone humide, les aménagements ou les constructions sont autorisés uniquement lorsque la continuité hydrologique est maintenue.

1200 emplacements (version arrêtée), au détriment des espaces naturels ou agricoles? Alors même que le syndicat d'hôtellerie de plein air indiquait vouloir améliorer l'aspect qualitatif de l'accueil proposé par rapport au quantitatif jusqu'à présent développé.

Le chapitre **IV.1 Gérer durablement la ressource en eau** oublie que parmi les usages, ceux du milieu aquatique sont également indispensables à satisfaire. Sans eau dans les cours d'eau, pas de poissons, pas de macro invertébrés (futurs insectes volants : libellules, éphémères...), pas de mammifères aquatiques, pas de végétation rivulaires, pas d'oiseaux, de chauve-souris inféodés aux milieux aquatiques... tout un écosystème support d'autres usages et notamment touristique. Ecarter la valeur intrinsèque des milieux aquatiques contribue à la baisse significative de notre biodiversité.

► Stocker l'eau (p42)

Sur l'aménagement de retenues collinaires, nous avons tenté d'émettre des réserves sur la viabilité à moyen terme de ce type d'installation et sur leurs impacts sur les milieux. Nous reproduisons ici la principale remarque :

Une distinction est à faire entre retenue de substitution et retenue collinaire. Si la première vise à remplacer les prélèvements dans les cours d'eau en période d'étiage par des prélèvements en période de hautes eaux (objectif visé par le PGRE Ardèche), la seconde vise à créer de nouvelles ressources, notamment en retenant le ruissellement des eaux de pluies grâce à une localisation dans des talwegs, les bas de pente. Ce type de retenue capte la majorité des écoulements pluviaux du bassin versant concerné quel que soit la saison, et empêche donc les cours d'eau de se recharger ponctuellement lors des épisodes pluvieux y compris l'été. En outre, ce type de retenue a des impacts sur la biodiversité locale (modification des milieux, développement d'espèces exotiques envahissantes) et sur la qualité des eaux (augmentation de l'évaporation, de la température, dégradation de la qualité de l'eau stockée).

IV.1.3 Viser la réduction des prélèvements en eau pour l'usage agricole

« [...] La substitution des prélèvements directs en rivière par des ressources stockées ou moins impactantes pour le milieu superficiel est également recommandée, notamment sur les bassins en déséquilibre.

Afin de réduire les besoins futurs en irrigation, l'orientation de l'agriculture locale vers des cultures moins consommatrices d'eau est parallèlement souhaitée. ». Comme le présente la Chambre d'Agriculture de l'Ardèche², « l'adaptation des pratiques via des expérimentations sur des cultures économes en eau, des techniques pour optimiser l'irrigation, l'apport de matière organique par le compost de déchets verts, la suppression ou diminution du labour, la plantation de haies, le

² « L'agriculture ardéchoise face au changement climatique », Chambre d'Agriculture de l'Ardèche – Dauphiné Libéré- avril 2020

développement de l'agroforesterie, » sont prioritaires. Aussi, il est demandé que la formulation soit revue en proposant la substitution par stockage en ultime option, une fois les autres alternatives étudiées.

3. DOO

En cohérence avec le plan gouvernemental biodiversité de 2018, il est dommage que l'objectif « zéro artificialisation nette » ne soit pas clairement affiché comme tel dans le DOO. Si des objectifs de densification de l'habitat sont effectivement bien énoncés, ceux sur la diminution de la vacance et la mutation (ou reconversion) du foncier ne sont pas assez ambitieux et/ou précis. En outre, la renaturation des espaces artificialisés laissés à l'abandon n'est vraisemblablement pas abordée. Or des opérations de grande ampleur peuvent être réalisées sur d'anciennes friches industrielles (par exemple, site ITDT à Tournon sur Rhône) ou des grands bâtiments commerciaux vides.

L'orientation 19³ (p34) concernant la création de retenues collinaires ne nous satisfait pas, d'autant plus que la référence à l'inscription dans un projet de territoire (PTGE) demandée par une instruction du Gouvernement du 7 mai 2019 a disparue, par rapport à la version du 22/10/19 ! Au lieu de focaliser sur les retenues collinaires qui ont de multiples impacts sur les milieux (nous y reviendrons), une phrase plus générique permettrait de ne fermer aucune porte sur les solutions à trouver.

L'objectif 19⁴ (p46) a vu la disparition de toutes les mesures d'évaluation des impacts sur l'environnement tels qu'ils étaient mentionnés dans la version du 22/10/19 : l'étude d'incidence, l'application de la séquence « ERC ». Quelle en est la justification ? Si l'évaluation des incidences est spécifique à Natura 2000, la séquence ERC elle, est à appliquer dès lors qu'il y a réalisation de plans, de programmes ou de projets d'aménagement du territoire.

Toujours concernant les équipements touristiques, la limitation de l'imperméabilisation des sols est recherchée pour les zones de montagnes (orientation 38) mais pas pour les autres secteurs (orientation 37) ? Cela est pour le moins surprenant car, d'une part la « plaine » est d'avantage soumise aux phénomènes de crues qu'il convient donc de ne pas amplifier par le ruissellement des eaux sur les surfaces imperméabilisées et d'autre part, pour mémoire, le SDAGE recommande une compensation à 150% de l'imperméabilisation, objectif qui n'est jamais affiché dans le DOO.

³ Concernant la ressource en eau à usage agricole, les retenues collinaires pour l'irrigation peuvent être autorisées sous certaines conditions.

Elles doivent répondre à un besoin avéré des exploitations et des filières agricoles et être compatibles avec les orientations des SDAGE et SAGE ainsi qu'avec celles relevant de la préservation des éléments de la trame verte et bleue. Les retenues collinaires s'inscrivant dans une logique de mutualisation des usages sont privilégiées.

⁴ En complément de l'objectif 18 et sur les sites majeurs ou relais situés en totalité ou en partie sur un réservoir de biodiversité prioritaire ou secondaire, la mise en œuvre d'aménagements légers et réversibles est privilégiée.

Fédération Départementale des Associations Agréées pour la Pêche et la Protection du Milieu Aquatique,

La Favorite, 16 avenue Paul Ribeyre – 07600 Vals-Les-Bains
Tél : 04.75.37.09.68 - E-mail : accueil.federation@peche-ardeche.com
Site Internet : www.peche-ardeche.com

Disposition 5A-03 Réduire la pollution par temps de pluie en zone urbaine

A l'heure actuelle (Auzon rive droite, Beaume à Rosières, Ardèche à plusieurs endroits), des contaminations fécales importantes suite à des épisodes orageux entraînent des pollutions des cours d'eau et de certaines zones de baignades estivales entraînant la fermeture de celles-ci. L'objectif de cette disposition qui pourrait utilement être rappelée dans l'orientation 80 (p92) est de réduire les déversements d'eaux usées non traitées au niveau des déversoirs d'orage des systèmes d'assainissement.

Disposition 5B-01 Anticiper pour assurer la non dégradation des milieux aquatiques fragiles vis-à-vis des phénomènes d'eutrophisation

Sur les milieux identifiés comme fragiles vis-à-vis des phénomènes d'eutrophisation (Granzon, Ibie, Ardèche aval, cf carte 5B-A), et compte tenu de l'impact du changement climatique sur les risques d'eutrophisation, l'objectif est d'assurer la non-dégradation de l'état des eaux conformément à l'orientation fondamentale n°2. Dans ce cadre, il importe notamment que les SCoT et PLU soient adaptés en cas de croissance attendue de population de façon à ne pas accentuer ni les flux de pollutions ni les prélèvements d'eau susceptibles d'avoir un impact sur l'état trophique des eaux ;

Disposition 7-05 Mieux connaître et encadrer les forages à usage domestique

Les pressions anthropiques sur les nappes souterraines sont fortes et peuvent conduire à une surexploitation des ressources (notamment par la multiplication de forages privés). Il peut être bon de rappeler dans le PADD et le DOO la nécessité réglementaire de déclarer tout ouvrage de prélèvement d'eau souterraine (puits ou forage) à des fins d'usage domestique en mairie. En effet, le cumul de ces ouvrages peut conduire d'une part au déséquilibre quantitatif de la ressource et d'autre part à la pollution des nappes souterraines s'ils sont mal réalisés.

Or on voit se multiplier les forages de particuliers mais également pour l'irrigation de vignes et d'oliviers notamment dans le sud du territoire. C'est encore une fois mettre en danger nos ressources à moyen et long terme que de ne pas considérer cette question dès aujourd'hui.